

Henri de GASTINES

Député de la Mayenne - Maire de CRAON
Président de la commission
des affaires économiques
Vice-Président du Conseil Général - 56 ans



François D'AUBERT

Député de la Mayenne

Conseiller municipal de LAYAL

Vice- Président du conseil Général

Conseiller à la cour des Comptes - 42 ans



Roger LESTAS

Député de la Mayenne

Maire de FOUGEROLLES-DU-PLESSIS

Président de la commission de l'Agriculture

Conseiller Général de LANDIVY - 53 ans



Norbert BOUVET

Député suppléant

Adjoint au Maire de VILLIERS-CHARLEMAGNE

Conseiller Général de GREZ-EN-BOUERE

Vice-Président de la Chambre d'Agriculture - 36 ans



Henri HOUDOUIN Député suppléant Maire de BONCHAMP-LES-LAVAL Vice-Président du District Urbain de LAVAL Agriculteur - 49 ans

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE

16 MARS 1986

ELECTION DES DEPUTES

(Bureaux de vote ouverts de 8 h à 18 h)

R.P.R. - U.D.F.

LISTE D'UNION DE L'OPPOSITION POUR LA FRANCE DE DEMAIN

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 14 juin 1981, au moment où la marée Socialiste déferlait sur la France, la Mayenne maintenait sa confiance à ses Députés. Les 5 années qui ont suivi ont donné raison aux électeurs Mayennais et à leurs élus.

En quelques trimestres, les Gouvernements de Monsieur MITTERRAND ont dilapidé "l'héritage de prospérité" constitué à partir de 1958 par les Gouvernements du Général de Gaulle puis sous l'impulsion de ses deux successeurs.

Les Socialistes avaient gavé les Français de promesses :

- Ils allaient créer un million d'emplois Il y a 1 million et quarante mille chômeurs en plus
- Les Français travailleraient moins, gagneraient plus <u>Le pouvoir d'achat moyen a diminué de 1,5 % par an, celui des</u> <u>familles de 3 enfants de 2,9 % par an depuis 1984</u>
- L'agriculture allait connaître la prospérité <u>Le Gouvernement avoue moins 7 % de revenu</u> <u>La réalité, c'est moins 11,2 % pour les exploitations familiales</u>
- Le logement allait connaître l'expansion
 275 000 logements construits en 1985 contre 521 000 en 1980
 2 400 emplois du bâtiment perdus en Mayenne 25 000 pour la Région des Pays de la Loire en 5 ans
- La dette extérieure de la France allait être résorbée Elle est aujourd'hui de 488 Milliards contre 123 en 1980 La dette intérieure a doublé en 5 ans, 418 Milliards en 1980, 1 000 Milliards aujourd'hui
- Les charges des entreprises allaient diminuer Elles sont de 44,2 % en France - 38,3 % en Angleterre - 37,1 % en Allemagne
- La pression fiscale allait diminuer Elle était de 42,5 % en 1980, elle atteint 45,4 %

PREPARER L'AVENIR DANS UNE SOCIETE DE LIBERTE

1

Garantir le libre choix de l'école, la liberté d'entreprendre et celle de travailler.

2

Rendre à l'électeur le droit de choisir son député par le retour au scrutin majoritaire.

3

Assurer la sécurité en renforçant les moyens de la police et en assurant l'exacte application des décisions d'une justice sereine mais ferme.

4

Rénover l'enseignement et donner la priorité aux disciplines qui préparent à l'exercice quotidien de la vie professionnelle.

5

Rétablir les bases d'une concurrence loyale entre les différentes formes d'exercice de l'activité économique.

6

Abroger les textes législatifs et les règlements qui paralysent les initiatives et empêchent l'embauche. RETROUVER LE CHEMIN DU PLEIN EMPLOI ET DU PROGRES SOCIAL

7

Favoriser le premier emploi des jeunes par une période de transition après l'apprentissage et l'institution d'une exemption de charges sociales, suivie de l'application d'un barême progressif.

8

Développer la formation permanente, la recherche et les industries de pointe qui préparent l'avenir.

9

Rendre à l'initiative privée les entreprises du secteur concurrentiel et dénationaliser le plus rapidement possible l'ensemble des entreprises nationalisées en 1982.

10

Remettre en ordre les finances publiques en freinant énergiquement les dépenses de l'Etat pour pouvoir réduire les déficits et alléger la pression fiscale.

11

Revivifier la Sécurité Sociale en développant la notion de responsabilité au niveau de sa gestion et du comportement individuel des assujettis. REDONNER A LA FRANCE SA PLACE DANS LE MONDE

12

Engager une politique familiale ambitieuse: favoriser l'accueil du 3ème enfant par l'institution d'une allocation parentale d'éducation et l'ouverture de droits de retraite spécifiques aux mères de famille nombreuse.

13

Relancer la construction par le retour à une politique cohérente du logement.

14

Imposer à nos partenaires Européens le respect des deux exigences fondamentales du Traité de Rome: "Préférence communautaire" et "Unité de marché", et sanctionner impitoyablement les infractions.

Revenir à une politique agricole européenne résolument ouverte sur l'exportation et mettre fin à la désastreuse politique de limitation des productions.

15

Assumer les obligations d'une défense nationale moderne en harmonie avec une politique étrangère crédible, fondée sur la fidélité à nos alliances et la défense des droits de l'Homme.

Ces 15 points sont la trame de l'action que la nouvelle majorité va avoir à conduire demain pour remettre la France sur les chemins de la raison.

La réussite suppose la remise à l'honneur des valeurs fondamentales qui ont été négligées, la persévérance dans l'effort, l'esprit de civisme, une vraie solidarité et enfin le respect de la notion de famille, car la cellule familiale constitue la seule fondation sur laquelle peut s'édifier durablement la société. En dehors d'elle, notre action n'aurait aucun sens.

Vos trois Députés et leurs suppléants oeuvraient jusqu'à maintenant pour le département dans chacune de leurs trois circonscriptions; le nouveau système électoral les conduira à coordonner leur action sur la totalité du territoire mayennais. Si vous leur confirmez votre confiance, ils mettront la même foi à accomplir leur mission au service de la Mayenne et de la France.

L'équipe unie qu'ils constituent vous prie, Madame, Mademoiselle, Monsieur, d'agréer l'expression de leurs sentiments dévoués.

Henri de GASTINES

François d'AUBERT
Norbert BOUVET

Roger LESTAS Henri HOUDOUIN

ATTENTION. Il n'y aura qu'un seul tour de scrutin. Toute rature ou surcharge rendrait le bulletin nul.